

Séance d'information sur les indications géographiques

Genève, 29 mars 2022

INFORMATIONS SUR LES CONFÉRENCIERS

établies par le Secrétariat

SUELEN CARLS



Mme Suelen Carls, ressortissante du Brésil, travaille comme maître de recherche à l'Institut Max Planck pour l'innovation et la concurrence en Allemagne. Elle est professeur résidente à l'Université de Marília (Unimar), au Brésil, où elle encadre des étudiants de master et des doctorants.

Elle est également formatrice à l'Académie de l'OMPI, où elle dispense le Cours de perfectionnement sur les marques, les dessins et modèles industriels et la Formation spécialisée à distance sur le système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

Mme Carls participe en outre à différentes activités bénévoles. Elle est membre fondatrice du réseau de coopération pour le renforcement des indications géographiques établi en 2014 dans l'État de Santa Catarina et coordonnatrice universitaire de l'Atelier de l'État de Santa Catarina sur les indications géographiques, qui se tient chaque année depuis 2012.

Mme Carls est docteure en droit diplômée de l'Université fédérale de Santa Catarina. Elle a réalisé une partie de ses travaux de doctorat à l'Université d'Oxford. Elle est également titulaire d'une licence de droit et d'un master de développement régional de l'Université régionale de Blumenau.

FLEURETTE COETZEE



Mme Fleurette Coetzee est chef de la Division des marques au sein de la Commission des sociétés et de la propriété intellectuelle (CIPC) du Département du commerce, de l'industrie et de la concurrence (DTIC) (Afrique du Sud).

Elle a travaillé dans le domaine des marques depuis la fin de ses études de droit en novembre 1991, date à laquelle elle a été détachée par le Ministère de la Justice (DOJ) auprès de l'Office des brevets et des marques d'Afrique du Sud (SAPTO), en tant que conseillère juridique au sein de la Division des marques. En juillet 1996, elle a été nommée directrice adjointe de l'enregistrement pour les brevets, les marques, le droit d'auteur et les dessins et modèles. En juin 1998, elle a rejoint le groupe MIH (société de portefeuille) en tant que responsable des marques du groupe. En août 2003, elle est revenue au CIPC (anciennement connu sous le nom de Bureau d'enregistrement des sociétés et de la propriété intellectuelle (CIPRO)) en tant que consultante à la Division des marques.

Avant d'occuper son poste actuel, Mme Coetzee a été nommée au poste de directrice intérimaire des marques, où elle était responsable de l'administration et de la gestion opérationnelles quotidiennes de l'ensemble de la Division des marques du CIPRO.

Mme Coetzee est également chargée de présider les audiences ex parte, interlocutoires et formelles du Tribunal du Service d'enregistrement des marques. Elle représente en outre le Gouvernement sud-africain dans des forums internationaux tels que le Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques (SCT) de l'OMPI en tant qu'experte technique.

ALEXANDRE LEVY



M. Alexandre Levy est adjoint aux affaires internationales au sein du Service juridique et international de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) (France) et membre de l'INAO depuis 2016.

Il est responsable de la supervision et de la protection des indications géographiques françaises dans de nombreux pays et suit de près les négociations sur les accords bilatéraux conclus par l'Union européenne et des pays tiers concernant les dispositions relatives aux indications géographiques. Il est également chargé de la supervision des missions de coopération internationale de l'INAO avec l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et le Ministère de l'économie.

M. Levy a été enseignant-chercheur à l'Université de la Sorbonne à Paris de 2008 à 2016 en droit international et droit comparé. Au cours de cette période, il s'est spécialisé dans les législations des pays de *common law* et les pays asiatiques.

M. Levy dispense des formations sur les aspects juridiques des indications géographiques et participe également à plusieurs projets de recherche visant à améliorer le système des indications géographiques.

LINDESAY LOW



M. Lindsay Low est un avocat écossais expérimenté et le directeur adjoint des affaires juridiques de la Scotch Whisky Association, l'association professionnelle de l'industrie du whisky écossais.

Il aide à diriger une équipe d'avocats chargés de protéger l'indication géographique Scotch Whisky et est notamment responsable des travaux de l'association dans la région des Amériques et dans la région Asie et Pacifique.

M. Low est également membre du comité des indications géographiques de l'Association internationale pour les marques et président de son sous-comité de surveillance de l'expansion.

NGUYEN THI PHUONG THAO



Mme Nguyen Thi Phuong Thao est examinatrice des indications géographiques et des marques auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Viet Nam (IP Viet Nam) depuis 2007.

De 2016 à 2018, elle a également joué un rôle de coordinatrice dans le projet intitulé "Soutenir le développement des indications géographiques protégées au Viet Nam", financé par l'Agence française de développement.

Après avoir obtenu une licence en propriété intellectuelle, Mme Nguyen a obtenu un master avec comme sujet de recherche "Protéger les indications géographiques au Viet Nam".

Mme Nguyen a également publié plusieurs articles dans le domaine des indications géographiques.

NANCY OMELKO



Mme Nancy Omelko est actuellement conseillère principale pour les marques en politique internationale au sein du Bureau de la politique et des affaires internationales de l'Office des brevets et des marques des États-Unis d'Amérique (USPTO). Elle est spécialisée dans le droit international et national des marques, notamment les indications géographiques.

Elle a également travaillé pendant deux ans comme attaché chargé de la propriété intellectuelle au Bureau du représentant pour les questions commerciales des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Genève (Suisse).

Mme Omelko participe aux débats bilatéraux et multilatéraux avec différents pays dans le monde. Au cours de son mandat à l'USPTO, elle a occupé les fonctions d'administratrice des requêtes auprès du Bureau du commissaire des marques, d'avocate spécialisée en motions auprès de la Commission des audiences et recours en matière de marques et, en tant qu'examinatrice spécialisée dans les marques de certification, elle vérifiait les demandes de marques de service.

DUSTYN TAYLOR



M. Dustyn Taylor est sous-directeur au sein du Bureau de la politique et des affaires internationales d'IP Australia. Dans son rôle actuel, il se concentre sur les questions relatives aux marques et aux indications géographiques, tant au niveau national qu'international.

Avant d'occuper ses fonctions actuelles, M. Taylor était examinateur principal de marques au sein du groupe commercial des marques et des dessins et modèles.

En plus de représenter l'Australie au sein du Comité permanent du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques de l'OMPI (SCT), il a également dirigé la délégation australienne au sein du Groupe de travail de l'OMPI sur le développement juridique du système de Madrid.

Il est titulaire d'un diplôme de droit de l'Université Flinders et est autorisé à plaider devant la Cour suprême de l'Australie-Méridionale.

MASSIMO VITTORI



M. Massimo Vittori est directeur exécutif auprès de l'Organisation pour un réseau international d'indications géographiques (oriGIn). À ce titre, il s'occupe de la planification stratégique et de la gestion globale de l'Organisation.

Auparavant, M. Vittori a travaillé comme conseiller juridique au Centre du commerce international (ITC) – organisme commun d'assistance technique de l'Organisation mondiale du commerce et de l'ONU – où il a dirigé plusieurs projets liés à la propriété intellectuelle, à l'harmonisation du droit commercial, aux contrats types pour les PME et à l'élaboration de nouveaux mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges commerciaux. M. Vittori a également travaillé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), au renforcement de l'investissement des pays en développement en faveur du climat au moyen de réformes de la réglementation.

Après une licence en relations internationales, M. Vittori a obtenu un master en droit international à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et une licence en droit de la propriété intellectuelle à l'Université de Turin.

Il assure régulièrement des séminaires sur les indications géographiques, les marques et les questions touchant au commerce dans plusieurs universités européennes.

CHRISTIAN WICHARD



M. Christian Wichard est vice-directeur général auprès du Ministère fédéral allemand de la justice et de la protection des consommateurs. Depuis janvier 2019, il est à la tête des départements traitant des questions de droit commercial et économique, dont notamment l'évolution de la législation ainsi que les négociations européennes et internationales dans le domaine de la propriété intellectuelle. Entre décembre 2014 et décembre 2018, il a dirigé les travaux du Ministère en matière de droit civil, notamment en ce qui concerne le droit de la famille, le droit des successions, le droit international privé, la procédure civile internationale et l'arbitrage.

De décembre 2009 à décembre 2014, il a été vice-directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) à Genève.

Avant de rejoindre l'OMPI, il était, depuis août 2006, vice-directeur général auprès du Ministère fédéral allemand de la justice, responsable des questions relatives à la législation et aux politiques en matière de propriété intellectuelle et d'autres questions de droit économique et commercial. Entre novembre 1998 et juillet 2006, M. Wichard avait déjà travaillé à l'OMPI, d'abord à la Division du droit de la propriété industrielle, puis au Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI. Avant cela, il était chef de section adjoint au Ministère fédéral allemand de la justice, responsable des questions relatives aux marques et à la concurrence déloyale depuis 1996, après une brève carrière dans l'enseignement et la recherche aux facultés de droit de l'Université de Tübingen (depuis 1989) et de l'Université libre de Berlin (depuis 1995).

M. Wichard est diplômé en droit de l'État de Bade-Wurtemberg (Allemagne), docteur en droit de l'université de Tübingen, titulaire d'une maîtrise de la Harvard Law School, et a été admis au barreau de New York en 1993.